

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro 69 100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 23/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



**Gambro Industries  
7, avenue Lionel Terray  
69330 Meyzieu**

Références : UD-R-CTESSP-22-102-MP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2022 dans l'établissement Gambro Industries implanté 7, avenue Lionel Terray 69 330 Meyzieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La dernière visite d'inspection avait eu lieu le 05/10/2017 et avait pour thème la vérification des prescriptions en lien avec les fluides frigorigènes du site.

La présente visite a traité de nouveaux constats afin de vérifier certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux régissant le site, et notamment sur les rejets dans l'air et dans l'eau. Cette visite a été aussi l'occasion de vérifier les travaux effectués dans le cadre du dernier porter à connaissance transmis par l'exploitant en mars 2021. Enfin, cette visite a permis de faire un point sur la situation administrative du site.

L'Inspection a visité partiellement le site et notamment les bâtiments suivants : bâtiment 1, bâtiment 3, bâtiment 6, local 42, nouveau local pour l'installation du transformateur électrique et le local relié au puits.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Gambro Industries
- 7, avenue Lionel Terray 69330 Meyzieu
- Code AIOT dans GUN : 0006104017
- Régime : E
- Statut Seveso : Non

Gambro Industries est une des filiales françaises du groupe Baxter.

Baxter est une société mondiale et diversifiée du domaine de la santé. Elle commercialise des produits qui sauvent et améliorent la vie des personnes souffrant de maladies des reins, des troubles immunitaires, infectieuses, etc.

La société Baxter dispose de huit sites en France. Le site de Meyzieu a pour activité principale la fabrication de matériels médicaux en vue de suppléer la déficience ou l'absence de reins des patients lors du traitement en hémodialyse.

Le site de Meyzieu est régi par un arrêté préfectoral d'autorisation datant du 16 février 2015 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 01 mars 2017 et du 03 mai 2019.

La rubrique 2940 de la nomenclature des installations classées a évolué par décret n°**2020-559 du 12/05/2020**. **Désormais, cette rubrique est au plus à enregistrement. Par conséquent, le site relève du régime de l'enregistrement et est soumis à l'arrêté ministériel du 12/05/2020.**

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification de la conformité suite au porter à connaissance de mars 2021 : installation d'un local pour un transformateur électrique
- Risques chroniques : rejets dans l'eau et dans l'atmosphère

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives (mise en demeure/astreinte/amende...). Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : ces suites sont proposées dans l'un des 2 cas suivants :
  - cas 1 : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité,
  - cas 2 : lorsque les faits n'engagent pas la sécurité à court terme,  
Pour ces 2 cas, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans le délai défini par l'inspection les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il

pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative » : aucune non-conformité n'a été constatée, des observations peuvent toutefois être formulées

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Rejets atmosphériques, DMF	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 2 point 1	Mise en demeure, Respect de prescriptions
Rejets atmosphériques, NMP	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 2 point 1	Mise en demeure, Respect de prescriptions

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Rejets atmosphériques, NMP	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 2 point 1	Voir la demande de l'inspection ci-dessous
Émissions dans l'eau, eaux résiduaires industrielles	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 3 point 2.3	Voir la demande de l'inspection ci-dessous
Émissions dans l'eau, eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 3 point 2.3	Voir la demande de l'inspection ci-dessous
Prélèvements eau, ouvrage et registre	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 3 point 1 & Arrêté préfectoral du 06/05/2019, art. 4	Voir la demande de l'inspection ci-dessous

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 2, annexe 1	Voir la demande de l'inspection ci-dessous
Suivi du dossier de porter à connaissance du 11/03/2021	Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 6.1	Sans observation

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir, selon les délais mentionnés dans les fiches constats du présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

S'agissant de la prescription relative aux rejets atmosphériques, il est proposé à Monsieur le Préfet du Rhône de mettre en demeure la société Gambro Industries, dans un délai de 6 mois de mettre en place les actions nécessaires afin que les valeurs limites d'émissions et les flux en solvants soient respectés.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/03/2017, article 2, annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau des activités
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'Inspection a souhaité faire un point sur la situation administrative du site. Concernant les activités du site, l'exploitant a indiqué que l'activité liée à la rubrique 4720 a été arrêtée courant 2016. L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas prévu de remettre en service cette activité. Cette activité étant non-classée dans le tableau des activités de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 01/03/2017, son arrêt ne nécessite pas une procédure de cessation d'activité. Néanmoins l'exploitant devra déposer un dossier de porter à connaissance pour faire état de l'impact de l'arrêt de cette installation sur le site et pour demander l'abrogation des points de l'arrêté préfectoral qui concerne la rubrique 4720 (l'oxyde d'éthylène).  L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'il souhaite installer des panneaux photovoltaïques sur un parking non utilisé. L'Inspection a indiqué à l'exploitant de se référer à l'Annexe II de l'article R-122-2 du Code l'environnement afin de prendre connaissance de la procédure à suivre en fonction de la superficie souhaitée pour l'installation des panneaux photovoltaïques.  En outre, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'un transfert d'activité va prochainement avoir lieu : l'activité utilisant des solvants qui se situe actuellement dans le bâtiment 1 sera transféré prochainement après quelques travaux dans le bâtiment 9. L'exploitant a annoncé à l'Inspection que cette activité sera mise en service courant 2025 dans le bâtiment 9. L'Inspection a indiqué à l'exploitant qu'il devra déposer un dossier de porter à connaissance dans le cadre de cette modification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de déposer un dossier de porter à connaissance pour faire état de l'impact de l'arrêt de cette installation sur le site et pour demander l'abrogation des points de l'arrêté préfectoral qui concerne la rubrique 4720 (l'oxyde d'éthylène), dans un délai de 3 mois.

**Nom du point de contrôle : Suivi du dossier de porter à connaissance du 11/03/2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance auprès du Préfet et de l'Inspection en mars 2021 pour la construction d'un local technique afin d'y installer un transformateur électrique. Cette demande portait sur le déplacement de transformateurs, tableaux de distribution et équipements électriques depuis le bâtiment 3 vers ce nouveau local extérieur. L'Inspection a indiqué à l'exploitant, dans un courrier daté du 26 mars 2021, que ce dossier ne ferait pas l'objet d'une instruction spécifique mais serait examiné lors d'une inspection.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le transformateur dans le nouveau local a été mis en service en octobre 2021. L'Inspection a pris connaissance de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux datant du 08/10/2021.</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection a vérifié que le projet mis en place par l'exploitant est bien conforme à la réglementation et au dossier initial déposé en mars 2021.</p> <p>L'Inspection valide la conformité du projet avec le dossier de porter à connaissance déposé en mars 2021 et avec la réglementation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative et sans aucune demande
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques, DMF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 2 point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> valeurs limites et auto surveillance des émissions
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que la dernière campagne de contrôle périodique des rejets atmosphériques a été réalisé en avril 2021. L'exploitant a fourni à l'Inspection les comptes rendus de cette campagne de contrôle. Pour le <b>DMF</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>en concentration</u> : Les résultats montrent un dépassement en concentration de DMF (diméthylformamide) pour 3 exutoires sur 4 (EX183, EX138 sortie, EX137 sortie). Les concentrations mesurées sont respectivement de 5,93, 2,72 et 5,73 mg/m<sup>3</sup> soit plus de 2 fois la valeur limite autorisée (2 mg/m<sup>3</sup>).</li><li>• <u>en flux</u> : Le document indique que le flux est conforme avec un taux de 131 g/h pour une valeur limite de 300 g/h. A posteriori, l'Inspection note que la valeur du flux autorisée concerne la somme <u>des flux canalisés et diffus</u> : or le rapport de l'exploitant compare pour chaque émissaire la VLE flux de l'arrêté alors que cette VLE s'applique à l'ensemble des flux (canalisés et diffus). Par ailleurs, après analyse du Plan de Gestion des Solvants 2021, il en ressort que la quantité annuelle (I1) de DMF utilisée est de 193,5 t. La quantité diffuse (O4) est de 34,57 t. Le nombre d'heures de fonctionnement est de 8700 h sur 2021. Il en ressort une quantité moyenne diffuse de DMF de 3973 g/h. Au vu des données O1 sur les émissions canalisées, la quantité moyenne est de 122 g/h. Le flux total des émissions canalisés et diffus est donc de 4095 g/h au lieu des 300 g/h autorisés.</li></ul> <p>L'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir conscience des dépassements des valeurs limite en concentration. L'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'une étude était en cours afin de connaître l'incidence de ces rejets sur l'environnement et la santé. De plus, l'exploitant a informé l'Inspection que le transfert de l'activité générant les rejets en DMF dans le nouveau bâtiment (cf constat n°1) permettra de respecter les VLE. L'Inspection a indiqué que le délai de mise en œuvre est trop élevé (mise en service dans le nouveau bâtiment prévue pour 2025) et qu'il convient à l'exploitant de mettre en place des actions permettant de respecter les VLE dès maintenant.</p>
<b>Type de suites proposées : Avec suites administratives : mise en demeure</b>
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant met en place les actions nécessaires afin que les valeurs limites d'émissions et les flux en solvants soient respectés, dans un délai de 6 mois pour le DMF. Il justifie par un plan d'actions les mesures prises afin que les valeurs soient conformes.

## Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques, NMP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 2 point 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> valeurs limites et auto surveillance des émissions
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que la dernière campagne de contrôle périodique des rejets atmosphériques a été réalisé en avril 2021. L'exploitant a fourni à l'Inspection les comptes rendus de cette campagne de contrôle. Pour le <b>NMP</b> : <ul style="list-style-type: none"><li>• <u>en concentration</u> : Les résultats montrent un dépassement en concentration de NMP (N-Méthyl-pyrolidone) à l'Extraction Préparation U2000 (EX209). La concentration mesurée est de 8,03 mg/m<sup>3</sup> soit plus de 4 fois la valeur limite autorisée (2mg/m<sup>3</sup>).</li><li>• <u>en flux</u> : Le document indique que le flux est conforme avec un taux de 0 g/h pour une valeur limite de 150 g/h. L'exploitant explique que de la NMP résiduelle a été détectée au niveau de l'extracteur EX209 qui était en arrêt le jour des mesures. L'exploitant déclare qu'aucun rejet dans l'atmosphère n'a eu lieu car aucun débit a été relevé sur cet équipement. L'inspection s'interroge sur ces affirmations et résultats : soit il n'y avait pas d'activité de laboratoire reliée au EX209 et dans ce cas l'exploitant expliquera pourquoi du NMP est retrouvé à une concentration aussi importante et pourquoi le contrôle a été fait alors qu'il n'y avait pas d'activité ; soit il y a une activité de laboratoire qui est associée à cette extraction, et dans ce cas, l'exploitant expliquera pourquoi l'extracteur était arrêté sachant que ce dernier doit fonctionner si une activité de laboratoire est en fonctionnement. L'Inspection considère que cette mesure n'est pas représentative. Les autres extracteurs en NMP indiquent des valeurs conformes : pour le laveur de gaz, la mesure est de 0,18 mg/m<sup>3</sup> et le flux est de 3,27 g/h. Au niveau de l'extraction local filière et atelier (EX919), la mesure est de 0,43 mg/m<sup>3</sup> et le flux de 1,87 g/h.</li></ul> Un nettoyage de l'équipement EX209 est nécessaire
<b>Type de suites proposées : Avec suites administratives : mise en demeure</b>
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande</u> :</b> L'exploitant met en place les actions nécessaires afin que les valeurs limites d'émissions et les flux en solvants soient respectés, dans un délai de 6 mois pour le NMP. Il justifie par un plan d'actions les mesures prises afin que les valeurs soient conformes.  <b><u>Demande</u> hors mise en demeure :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• L'exploitant procède au nettoyage de l'extracteur EX209, dans un délai de 3 mois.</li><li>• L'exploitant fait réaliser annuellement une mesure des rejets atmosphériques sur l'ensemble de ces cheminées lors de fonctionnement normal d'activité. En cas d'indisponibilité d'un équipement, une nouvelle mesure est réalisée durant l'année en cours. Et l'exploitant expliquera la valeur de concentrations de NMP mesurée sur un équipement à l'arrêt, en justifiant l'une des deux possibilités énoncées ci-dessus.</li></ul>

### Nom du point de contrôle : Émissions dans l'eau, eaux résiduaires industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 3 point 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> valeurs limites et auto surveillance des émissions
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a remis à l'Inspection un document résumant les analyses effectuées au cours de l'année 2021 : « bilan annuel des rejets liquides du site de Meyzieu » édité en mars 2022. Concernant les eaux résiduaires industrielles, de nombreux paramètres sont à suivre tous les trimestres. Pour l'année 2021, l'analyse du premier trimestre n'a pas été réalisée. L'exploitant indique que cela est dû à une mauvaise gestion des échantillons, sans en préciser davantage. De plus, deux analyses ont été effectuées à 2 semaines d'écart (21 juin et 06 juillet). L'Inspection souhaite que ces analyses soient plus espacées afin d'avoir un meilleur suivi dans le temps. Concernant le respect des valeurs limites fixés par l'arrêté préfectoral du 16/02/2015, toutes les valeurs sont conformes excepté une valeur sur le paramètre MES lors de l'analyse du 06 juillet 2021 : valeur mesurée de 998 mg/l pour une VLE de 200 mg/l. L'exploitant a indiqué réaliser un curage mensuel de ces égouts pour éviter de nouveaux dépassements. Les valeurs pour les MES ont été conformes sur les analyses du 14 novembre et du 14 décembre. Concernant le suivi journalier en DCO, l'Inspection constate qu'il y a régulièrement des dépassements de la valeur limite et ce, lors des phases de redémarrage d'activité. Ces dépassements ne devraient pas avoir lieu.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de surveiller ces rejets d'eaux résiduaires industrielles conformément à l'arrêté préfectoral du site, en respectant un délai d'au moins deux mois entre chaque analyse afin d'avoir des analyses espacées et représentatives, en respectant la fréquence demandée (tous les trimestres). L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place un système permettant d'éviter les dépassements sur la valeur DCO lors des phases de redémarrage d'activité, dans un délai de 3 mois.

### Nom du point de contrôle : Émissions dans l'eau, eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 3 point 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b> valeurs limites et auto surveillance des émissions eaux pluviales
<b>Constats :</b> Lors de la présente visite, l'exploitant a indiqué à l'Inspection qu'aucune analyse pour le suivi des eaux pluviales n'a été réalisée pour l'année 2021. A posteriori, l'Inspection n'a pas noté de surveillance pour les eaux pluviales pour l'année 2020 également. L'exploitant a indiqué que cette campagne d'analyse sera effectuée courant 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de faire réaliser une fois dans l'année une analyse des rejets d'eaux pluviales comme indiqué à l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/02/2015.



## Nom du point de contrôle : Prélèvements eau, ouvrage et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2015, annexe 3 point 1 & Arrêté préfectoral du 06/05/2019, art. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> points et conditions de prélèvement
<b>Constats :</b> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection a souhaité faire un point avec l'exploitant sur l'utilisation du puits et les prélèvements dans le milieu naturel. L'exploitant a indiqué que l'eau du puits sert pour refroidir des pompes du process industriel et également pour la réserve d'eau des RIA. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le puits a une profondeur d'environ 30 mètres.</p> <p>L'exploitant a fourni lors de la présente visite, le registre des prélèvements effectué via le puits qui est tenu à jour mensuellement. Pour l'année 2021, 6 728 m<sup>3</sup> d'eau ont été prélevées via ce puits. L'arrêté préfectoral prescrit un prélèvement maximal annuel à 6 000 m<sup>3</sup>. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que ce dépassement est dû à des fuites dans le réseau qui ont été réparées dernièrement.</p> <p>Concernant la capacité de pompage, l'exploitant a indiqué qu'il possède deux pompes avec des débits variables. Un ajustement est réalisé régulièrement entre les deux pompes.</p> <p>L'Inspection a vérifié sur place la protection du puits vis-à-vis d'éventuelles pollutions : le puits est bien protégé sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande</u> :</b> L'Inspection demande à l'exploitant de remplir de façon hebdomadaire le registre de suivi des prélèvements d'eau dans le milieu naturel comme prescrit à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 06/05/2019, dans un délai de 1 mois et de respecter la valeur limite de prélèvements fixé dans l'arrêté préfectoral.